

ANNEXE
COMPTES
CONSOLIDÉS
AU 30/06/2020



BOUYGUES

Donnons vie au progrès

SOMMAIRE

NOTE 1	FAITS SIGNIFICATIFS	3
NOTE 2	PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE	8
NOTE 3	ACTIF NON COURANT	10
NOTE 4	INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	13
NOTE 5	PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES.....	14
NOTE 6	DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES	16
NOTE 7	VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET.....	17
NOTE 8	CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MÉTIER.....	18
NOTE 9	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	19
NOTE 10	IMPÔT	20
NOTE 11	INFORMATION SECTORIELLE	21
NOTE 12	ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL	27
NOTE 13	ENGAGEMENTS HORS BILAN	28
NOTE 14	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES	28

NOTE 1 FAITS SIGNIFICATIFS

1.1 Faits significatifs du premier semestre 2020

Les principales opérations et acquisitions du premier semestre 2020 sont présentées ci-après :

- Le 20 janvier 2020, Bouygues Construction a étendu sa procédure d'arbitrage à l'encontre d'Alpiq (note 1.2 de l'annexe) en augmentant le montant initialement réclamé. Celui-ci est passé de 205 millions de francs suisses à 319 millions de francs suisses (299 millions d'euros au cours du 30 juin 2020) plus les intérêts. Une décision du tribunal arbitral n'est pas attendue avant l'année 2022. Aucun produit n'a été comptabilisé au titre de ces réclamations.
- Le 30 janvier 2020, Bouygues Construction a été victime d'une attaque informatique de type *ransomware* causée par un logiciel malveillant. Dans un premier temps, et par mesure de précaution, Bouygues Construction a arrêté son système d'information pour éviter toute propagation et des mesures spécifiques ont été prises pour assurer la continuité des activités, tant en France qu'à l'international. Les mesures nécessaires ont été immédiatement prises pour assurer la continuité de l'activité et reconstruire le système d'information. Aucun chantier n'a été arrêté. La mobilisation exceptionnelle de toute l'entreprise et d'experts internes et externes au groupe Bouygues a permis à Bouygues Construction de tenir ses engagements. À ce jour, la quasi-totalité des services et applications ont été restaurés et fonctionnent normalement. Quelques applications mineures font l'objet d'une sécurisation complémentaire. Les polices d'assurance ad hoc ont été activées et une plainte a été déposée auprès des autorités compétentes.
- Le 17 février 2020, Alstom a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec Bombardier Inc. et la Caisse de dépôt et placement du Québec pour l'acquisition de Bombardier Transport. Le prix pour l'acquisition de 100% des actions de Bombardier Transport sera payé pour partie en numéraire et pour partie en actions nouvellement émises par Alstom. La réalisation de l'opération, approuvée par la Commission européenne fin juillet 2020, est attendue pour le 1^{er} semestre 2021. Bouygues a apporté son soutien à l'opération et s'est engagé à voter en faveur de l'ensemble des résolutions relatives à la transaction lors de l'assemblée générale extraordinaire qui devrait se tenir d'ici au 31 octobre 2020. Bouygues s'est également engagé à rester actionnaire jusqu'à cette assemblée ou au plus tard jusqu'au 31 octobre 2020. À l'issue de l'opération, Bouygues serait détenteur d'environ 10% du capital.
- Le 26 février 2020, Bouygues Telecom et Cellnex ont conclu un accord stratégique pour la création d'une société chargée du déploiement et de la commercialisation d'une infrastructure nationale de fibres optiques (FTTA et FTTO) et de la gestion de son exploitation. L'opération effective a eu lieu le 29 mai 2020. Bouygues Telecom signera avec la société contrôlée par Cellnex un contrat de service à long terme. Le projet, d'une valeur d'environ 1 milliard d'euros sur 7 ans (horizon 2027), permettra à Bouygues Telecom de relier en fibre ses équipements réseau (antennes Mobile et NRO) afin de répondre à la croissance des usages data sur les réseaux et accroître son empreinte sur les marchés Entreprises et *Wholesale* Fixe. A fin juin 2020, Bouygues Telecom a réalisé un investissement de 15 millions d'euros et détient 49% de la société sur laquelle elle exerce une influence notable. Elle dispose d'une option d'achat des titres restants exerçable entre le 15 janvier et le 15 juin 2040, puis tous les 5 ans jusqu'en 2050, qui lui permettrait ainsi de prendre le contrôle de la société.
- Le 19 mars 2020, Bouygues Telecom et Phoenix Tower International (société américaine au portefeuille de Blackstone spécialisée dans la construction d'infrastructures mobiles) ont mis en œuvre un accord pour la création d'une société destinée à déployer jusqu'à environ 4 000 nouveaux sites Mobile sur 12 ans à travers la France en dehors des Zones Très Denses. Cette société, contrôlée par Phoenix Tower International, sera propriétaire des sites et gèrera leurs exploitations. Certains sites seront déployés dans le cadre des obligations réglementaires du "New Deal Mobile" de Bouygues Telecom, portant sur l'amélioration ciblée de la couverture du réseau de radiotéléphonie Mobile

et l'accélération du déploiement du réseau Mobile le long des axes de transport. Grâce à sa taille et sa couverture attractives, la société se positionne comme un opérateur d'infrastructures à fort potentiel sur le marché français.

A fin juin 2020, Bouygues Telecom a réalisé un investissement de 3 millions d'euros et détient 40% de la société sur laquelle elle exerce une influence notable. Elle dispose d'une option d'achat de titres restants exerçable entre le 15 janvier et le 15 juillet 2034, puis tous les 5 ans jusqu'en 2049, qui lui permettrait ainsi de prendre le contrôle de la société.

- Le 7 avril 2020, Bouygues a émis un emprunt obligataire de 1 000 millions d'euros à échéance 24 juillet 2028. Le coupon de cet emprunt est de 1,125%.
- Le 23 avril 2020, Bouygues Telecom et Vauban Infrastructures Partners (Groupe BPCE) ont signé un accord stratégique destiné à accélérer le déploiement des lignes FTTH dans les zones moyennement denses faisant l'objet d'un investissement privé et déployées par Orange (zone AMII et AMEL, soit environ 13 millions de prises). L'opération effective a eu lieu le 29 juin 2020. Bouygues Telecom a créé une société dédiée, la SDAIF, et avait lancé, à la fin de l'année 2019, un appel d'offres à l'issue duquel Vauban Infrastructure Partners, agissant pour le compte de ses fonds, a été retenu comme actionnaire majoritaire de ladite société. Cette société sur laquelle Bouygues Telecom exerce une influence notable a notamment pour objet d'acquérir des droits d'accès de long terme auprès d'Orange, contribuant de cette manière au co-financement de la fibre optique aux côtés des principaux opérateurs français. Plus d'un milliard d'euros seront ainsi apportés dans les quatre prochaines années.

Lors de la création de la SDAIF, Vauban Infrastructure Partners et Bouygues Telecom se sont engagés à souscrire au capital de la société. Bouygues Telecom a également apporté un contrat de services avec un engagement de se fournir pendant trente ans uniquement auprès de la SDAIF pour les prises FTTH en zones moyennement denses à un tarif fixé à l'avance et un contrat d'approvisionnement permettant à la SDAIF d'acheter auprès d'Orange des prises FTTH. La SDAIF a également la faculté de proposer les mêmes services d'accès à des opérateurs tiers. Cette opération valorise la quote-part de 49% détenue par Bouygues Telecom dans la SDAIF à 295 millions d'euros dont 272 millions au titre des deux contrats apportés qui seront reconnus en résultat opérationnel courant sur la durée du contrat et 23 millions d'euros au titre de l'augmentation de capital qui sera réalisée par Bouygues Telecom.

Bouygues Telecom dispose d'une option pour prendre le contrôle de la société chaque année entre le 15 mars et le 15 juin de 2024 à 2027, puis tous les 5 ans de 2030 à 2050.

Bouygues Telecom a également cédé à la SDAIF ses droits d'accès déjà acquis auprès d'Orange enregistrant ainsi au second trimestre 2020 un produit de cession de 185 M€ et une plus-value de cession en résultat opérationnel courant de 17 millions d'euros pour la part de 51% non détenue par Bouygues Telecom. Le produit de cession a été encaissé au troisième trimestre 2020.

- Le 17 juin 2020, la cour d'appel de Paris a condamné Orange à payer 250 millions d'euros de dommages et intérêts à Digicel, société à laquelle Bouygues Telecom avait vendu ses activités antillaises en 2006. L'accord de rachat par Digicel des activités antillaises de Bouygues Telecom prévoyait un partage des dommages réclamés. A ce stade de la procédure, aucun produit n'a été enregistré dans les résultats du premier semestre 2020.
- Le 25 juin 2020, Bouygues Telecom et Euro-Information (filiale du groupe Crédit Mutuel) ont signé un protocole d'exclusivité en vue d'acquérir 100 % du capital de sa filiale Euro-Information Telecom (EIT), 1^{er} opérateur alternatif du marché, et de conclure un partenariat de distribution exclusif associant le Crédit Mutuel, le CIC et Bouygues Telecom. EIT compte plus de 2 millions de clients et a réalisé un chiffre d'affaires de 518 millions d'euros en 2018. Le prix d'acquisition comprend une part fixe de 530 millions d'euros payable au *closing* et une part complémentaire comprise entre 140 et 325 millions d'euros, conditionnée à l'atteinte de critères de performance économique et payable sur plusieurs années. L'opération devrait être finalisée d'ici la fin d'année 2020 sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires,

notamment auprès de l’Autorité française de la concurrence, et de l’avis des instances représentatives du personnel.

- Conséquences de la pandémie de Covid-19

Impacts sur les activités du Groupe

La pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement en France et dans d’autres pays ont entraîné une forte diminution de l’activité des métiers du Groupe au premier semestre 2020.

Les activités de construction ont été impactées par le quasi-arrêt des chantiers dès la deuxième quinzaine du mois de mars 2020 en lien avec le confinement, puis par le redémarrage progressif de l’activité et le report du second tour des élections municipales en France. Dans une moindre mesure, le ralentissement voire l’arrêt des activités dans un certain nombre d’autres pays (dont Hong-Kong, Italie, Suisse, Belgique, Singapour) a pu être observé. À mi-juillet 2020, la quasi-totalité des sites ont rouvert en France et l’activité est revenue proche de la normale dans de nombreux autres pays. Mi-août, l’activité a également repris progressivement à Singapour.

TF1 a été impacté par le report ou l’annulation massive des campagnes publicitaires à partir du mois de mars, et plus fortement sur le deuxième trimestre, et par l’arrêt des tournages des activités de production pendant le confinement. Les tournages ont repris progressivement dès mi-mai. Toutefois les résultats du premier semestre montrent que le groupe TF1 a su s’adapter en termes de programmation et de gestion des coûts. Enfin, Bouygues Telecom a été plus faiblement affectée par la Covid-19 (fermeture des boutiques pendant le confinement et baisse du chiffre d’affaires *roaming* en raison de la chute des voyages intercontinentaux et de la fermeture de certaines frontières).

Tout en gardant comme priorité la santé et la sécurité des salariés, sous-traitants et clients, tous les métiers de Bouygues ont redémarré progressivement leurs activités dès que cela a été possible et ont mis en place les actions nécessaires afin de limiter les impacts de la crise sur leur rentabilité (négociations avec les clients pour un partage des surcoûts Covid-19 et mesures d’économies dans les métiers).

Estimation des impacts de la crise sanitaire liée à la Covid-19 sur les comptes du premier semestre 2020

La pandémie de Covid-19 a entraîné une réduction du chiffre d’affaires. Le résultat opérationnel courant a été affecté par la perte de marge opérationnelle courante des métiers en lien avec cette baisse de chiffre d’affaires et avec les coûts inévitables dans les trois activités et cela malgré les mesures de flexibilité mises en place. Ces coûts concernent principalement des coûts fixes de personnel (collaborateurs en activité partielle ou non occupés, nets le cas échéant d’indemnités par l’Etat), des locaux ou matériels non utilisés, des mesures prises par le Groupe pour assurer la sécurité des collaborateurs sur site face aux risques sanitaires.

L’estimation de l’impact de la crise sanitaire au niveau du Groupe est de 2 780 millions d’euros sur le chiffre d’affaires et de 650 millions d’euros sur le résultat opérationnel courant. L’impact estimé par métier détaillé ci-dessous est élaboré par référence au premier semestre 2019 ou au budget 2020.

<i>Estimation en millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel courant
Bouygues Construction	-1 250	-290
Bouygues Immobilier	-400	-50
Colas	-810	-190
Activités de construction	-2 460	-530
TF1	-250	-100
Bouygues Telecom	-70	-20

Les résultats du deuxième trimestre 2020 du Groupe sont plus impactés par la Covid-19 que ceux du premier trimestre de l'année, en raison de la poursuite du confinement puis du redémarrage progressif des activités en France et des mesures de restriction étendues à de nouveaux pays.

Par ailleurs, face à cette crise sanitaire et au regard des incertitudes économiques qu'elle engendre, Bouygues a entendu démontrer sa responsabilité et sa solidarité face aux efforts importants qui sont demandés aux parties prenantes du Groupe, en particulier ses collaborateurs. À cet effet, le conseil d'administration a renoncé à proposer une distribution de dividende lors de l'assemblée générale qui s'est tenue le 23 avril 2020 et a décidé de réexaminer la situation lors du conseil d'administration du 28 juillet 2020 (voir note 1.3). Le Groupe a également décidé de ne pas reporter le paiement des acomptes d'impôts sur les sociétés ni les cotisations aux organismes sociaux.

1.2 Faits significatifs du premier semestre 2019

Les principales opérations et acquisitions du premier semestre 2019 sont présentées ci-après :

- Le 18 janvier 2019, Bouygues Telecom a finalisé l'acquisition de 43,6 % du capital de Keyyo au prix de 34 euros par action, soit un investissement de 29 millions d'euros. À l'issue de deux offres publiques d'achat volontaires au même prix unitaire sur l'ensemble du capital restant, Bouygues Telecom détient désormais 100 % du capital (y compris autocontrôle) pour un investissement financier de 61 millions d'euros. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire avait été comptabilisé pour 51 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net était de 61 millions d'euros. À l'issue de la période d'allocation de douze mois, le *goodwill* provisoire est devenu définitif et s'élève à 36 millions d'euros au 31 décembre 2019.
- Le 6 février 2019, la Commission européenne a rejeté le rapprochement entre Alstom et Siemens, qui ont décidé de ne pas contester cette décision. Le projet de fusion est ainsi abandonné.
- Le 12 février 2019, Bouygues Construction a introduit une procédure d'arbitrage contre Alpiq qui fait suite aux divergences de vue sur le montant d'ajustement final du prix d'achat payé établi dans le cadre de la vente des activités de services et d'ingénierie conclue en 2018. À ce titre, Bouygues Construction réclame un montant de 205,1 millions de francs suisses, soit 189 millions d'euros, tandis qu'Alpiq réclame un paiement de 12,9 millions de francs suisses, soit 12 millions d'euros.
- Le 14 février 2019, Colas a annoncé avoir signé un accord pour la cession de Smac à une filiale d'OpenGate Capital. L'opération effective a eu lieu le 20 mai 2019, après levée de l'ensemble des conditions suspensives et notamment obtention de l'accord des autorités de concurrence. Cette cession réduit le chiffre d'affaires d'environ 600 millions d'euros en base annuelle et n'a pas d'impact significatif sur le résultat opérationnel de l'exercice 2019.
- Le 21 février 2019, Bouygues Telecom et Dzeta Partners ont annoncé avoir signé un accord relatif à l'acquisition par Bouygues Telecom de 100% du capital et des droits de vote de Nerim. La réalisation de cette opération est intervenue le 13 mars 2019, au prix de 55 millions d'euros. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 45 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net était de 54 millions d'euros. À l'issue de la période d'allocation de douze mois, le *goodwill* provisoire est devenu définitif et s'élève à 39 millions d'euros au 30 juin 2020.
- Le 28 février 2019, Newen a annoncé l'acquisition de 60% du capital de De Mensen, au prix de 19 millions d'euros. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 14 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net était de 29 millions d'euros, y compris l'acquisition des 40% du capital restant, qui s'effectuera en plusieurs étapes entre 2022 et 2028. À l'issue de la période d'allocation de douze mois, le *goodwill* provisoire est devenu définitif et s'élève à 14 millions d'euros au 30 juin 2020.

- Le 7 mai 2019, Alstom a annoncé qu'un dividende de 5,50 euros par action serait proposé à son assemblée générale qui s'est réuni le 10 juillet 2019. Le vote de cette résolution s'est traduit par l'encaissement de 341 millions d'euros par Bouygues le 17 juillet 2019.

1.3 Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 30 juin 2020

- Le 28 juillet 2020, le conseil d'administration de Bouygues a décidé de convoquer une assemblée générale ordinaire le 4 septembre 2020 pour proposer un dividende ramené à 1,70 euro par action au titre de l'exercice 2019. En effet, la situation financière particulièrement solide et le niveau élevé de trésorerie disponible du Groupe permettent d'assurer cette distribution tout en conservant un niveau suffisant de liquidités pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire, développer les activités existantes de Bouygues, et maintenir un faible niveau d'endettement. Sur la base du nombre d'actions au 30 juin 2020, le dividende est estimé à 646 millions d'euros.

NOTE 2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1 Déclaration de conformité

Les comptes consolidés intermédiaires condensés de Bouygues et de ses filiales (« le Groupe ») au 30 juin 2020 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les comptes consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 présentés dans le document d'enregistrement universel déposé le 23 mars 2020 auprès de l'AMF.

Ils ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, les IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee*, ou émises par l'organisme qui l'a précédé, le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 30 juin 2020, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union européenne.

Les comptes sont présentés en millions d'euros (sauf mention contraire), devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe, et intègrent le bilan, le compte de résultat, l'état des produits et charges comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, l'état des flux de trésorerie et l'annexe.

2.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues SA et de ses cinq métiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 26 août 2020.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2020 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états financiers au 31 décembre 2019 et au 30 juin 2019.

La Direction du Groupe a établi les comptes consolidés intermédiaires condensés en prenant en compte des estimations et hypothèses telles que décrites en note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2019. La crise sanitaire a conduit à examiner en particulier la valeur recouvrable des *goodwill* résultant des tests de valeur, le montant des impôts différés actifs activés et les avantages du personnel.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- Lors des clôtures intermédiaires, l'imposition des sociétés consolidées est déterminée selon les principes définis par la norme IAS 34. La charge d'impôt de chacune est prise en compte au titre de la période sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel moyen attendu pour l'ensemble de l'exercice (sauf pour les sociétés holding appréciées selon une imposition réelle à la fin de période).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des avantages du personnel correspondent au prorata des charges estimées sur l'année, calculées sur la base des hypothèses actuarielles et des prévisions réalisées au 31 décembre 2019, à l'exception des taux d'actualisation et de la valeur des actifs de régime qui ont été remis à jour au 30 juin 2020. Au titre des variations des avantages du personnel, une charge nette de 32 millions d'euros a été enregistrée dans l'état des charges et produits comptabilisés (note 12 de l'annexe).

2.3 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Au 30 juin 2020, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2019 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables en 2020.

- Principaux amendements en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2020
 - Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7

Le 26 septembre 2019, l'IASB a publié des amendements à IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7 (phase 1) dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence. Le texte, adopté par l'Union européenne le 16 janvier 2020, est applicable au 1^{er} janvier 2020 de manière rétrospective. L'impact de ces amendements n'est pas significatif pour le Groupe.
 - Amendements à IFRS 3

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à IFRS 3 afin de clarifier la définition d'activité dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Le texte, adopté par l'Union européenne le 21 avril 2020 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. L'impact de ces amendements n'est pas significatif pour le Groupe.
- Interprétation publiée par l'IASB, non adoptée par l'Union européenne
 - Amendement à IFRS 16

Le 28 mai 2020, l'IASB a publié un amendement à IFRS 16 sur les allègements de loyers liés à la pandémie de Covid-19, entrant en vigueur le 1^{er} juin 2020. L'impact de cet amendement, qui donne aux locataires la possibilité de comptabiliser les allègements de loyer liés à la pandémie comme s'il ne s'agissait pas de modifications de contrats de location, n'est pas significatif pour le Groupe.

Concernant la décision définitive de l'IFRIC du 26 novembre 2019 relative aux durées des contrats IFRS 16, l'étude des impacts est en cours et le Groupe continue d'appliquer les principes et méthodes comptables relatives aux contrats IFRS 16 décrits dans la note 2.7.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2019.

2.4 Cash-flow libre

Le cash-flow libre est égal à la capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives. Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

2.5 Saisonnalité de l'activité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à une faible activité du premier semestre, principalement chez Colas en raison des conditions climatiques. Ce phénomène est d'amplitude variable selon les années et a par ailleurs été amplifié en 2020 par l'impact de la pandémie de Covid-19 (note 1.1 de l'annexe). Conformément aux principes IFRS, le chiffre d'affaires intermédiaire est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle.

NOTE 3 ACTIF NON COURANT

3.1 Goodwill et tests de dépréciations

3.1.1 Évolution de la valeur nette au premier semestre 2020

	Valeur nette
31/12/2019	6 541
Changements de périmètre	24
Pertes de valeur	
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	(10)
30/06/2020	6 555

Les changements de périmètre au 1^{er} semestre 2020 concernent essentiellement les acquisitions par Colas des activités de Granite Contracting LLC aux Etats-Unis pour 10 millions d'euros, d'activités en République Tchèque pour 8 millions d'euros et en Afrique pour 3 millions d'euros. Les autres mouvements concernent des écarts de conversion pour (10) millions d'euros.

Au 30 juin 2020, les *goodwill* relatifs aux acquisitions significatives pour lesquelles la période d'allocation du prix était toujours en cours au 31 décembre 2019 sont déterminés de la manière suivante. Il n'y a pas eu de changement significatif depuis le 31 décembre 2019.

UGT	Reel One	De Mensen	Nerim
	TF1	TF1	Bouygues Telecom
Prix d'acquisition (I)	32	19	55
Actifs nets acquis hors Goodwill : (II)			
Actif non courant	(20)	(10)	(13)
Actif courant	(55)	(20)	(6)
Passif non courant		2	
Passif courant	50	22	9
Affectation du prix d'acquisition : (III)			
Écarts d'évaluation incorporels	(13)	(4)	(9)
Écarts d'évaluation corporels			
Passif écarts d'évaluation (Impôts différés et autres)	3	1	3
Part non acquise	17	4	
Goodwill (I)+(II)+(III)	14	14 ^a	39 ^a
Écarts de conversion			
Goodwill au 30/06/2020	14	14	39

(a) Ces *goodwill* provisoires sont devenus définitifs au cours du premier semestre 2020.

3.1.2 Répartition du *goodwill* par unité génératrice de trésorerie (UGT)

UGT	30/06/2020		31/12/2019	
	Total	Bouygues ou filiales (%)	Total	Bouygues ou filiales (%)
Bouygues Construction ^a	1 087	99,97%	1 088	99,97%
Colas ^b	1 331	96,87%	1 316	96,66%
TF1 ^b	1 414	43,70%	1 414	43,73%
Bouygues Telecom ^b	2 723	90,53%	2 723	90,53%
TOTAL	6 555		6 541	

(a) *goodwill* sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) *goodwill* sur acquisitions par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau de Bouygues SA sur l'UGT

3.1.3 Tests de dépréciation des *goodwill*

Au 31 décembre 2019, les tests de dépréciations des *goodwill* ont été réalisés en déterminant les valeurs recouvrables sur la base de projections des flux de trésorerie sur une période de trois ans correspondant au plan d'affaires de chacune des quatre filiales (Bouygues Construction, Colas, TF1 et Bouygues Telecom) présenté au conseil d'administration de l'entité et de Bouygues SA :

- Les flux de trésorerie appréciés au-delà de l'horizon de la prévision (cash flows normatifs) ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini,
- Les taux d'actualisation (coût moyen pondéré du capital) et de croissance retenus à fin 2019 étaient les suivants :

	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini
	H1 ^a	H2 ^a	
Bouygues Construction	5,7 %	5,4 %	2,0 %
Colas	5,7 %	5,4 %	2,0 %
TF1	6,4 %	6,0 %	1,4 %
Bouygues Telecom	4,0 %	3,9 %	2,0 %

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

La crise sanitaire liée à la Covid-19 s'est traduite au premier semestre 2020 par un recul de la production du Groupe (arrêt de chantiers, recul des recettes publicitaires) qui a pesé sur la performance opérationnelle du Groupe. Conjugués à la chute des cours de bourse, ces éléments constituent un indice de perte de valeur pour les activités de construction et les médias.

Dans la mesure où les informations connues au 31 mars 2020 ne permettaient pas d'estimer les conséquences sur les projections de cash-flow normatifs, les valeurs des *goodwill* de Bouygues Construction, Colas et TF1 avaient été appréciées à partir i) des travaux réalisés lors de l'exercice clos au 31 décembre 2019, ii) des analyses de sensibilité décrites dans la note 3.2.4.2 de l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2019, et iii) d'une mise à jour des hypothèses pour lesquelles les valeurs recouvrables seraient égales à la valeur comptable des actifs testés après prise en compte des taux d'actualisation au 31 mars 2020.

Dans le contexte de la poursuite de la pandémie au second trimestre 2020, des simulations des effets de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ont été réalisées à partir des plans d'affaires établis à fin 2019. Au 30 juin 2020, les tests de dépréciation ont été réalisés à partir de ces simulations de flux de trésorerie et des taux d'actualisation mis à jour au 30 juin 2020. Sur la base de ces hypothèses, les tests conduits au 30 juin 2020 ne mettent pas en évidence de dépréciation du *goodwill*.

Au 30 juin 2020, comme au 31 décembre 2019, pour Bouygues Construction et Colas, aucun scénario raisonnablement possible ne fait passer la valeur recouvrable sous la valeur comptable des actifs.

TF1 a quant à lui fait l'objet au 30 juin 2020 d'analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance, flux de trésorerie normatif). Les taux d'actualisation retenus au 30 juin 2020 pour TF1 sont les suivants :

	Taux d'actualisation	
	H1 ^a	H2 ^a
TF1	7,6 %	7,1 %

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

Les valeurs recouvrables seraient égales à la valeur comptable des actifs testés en retenant les deux hypothèses suivantes (H1, H2), prises individuellement, avec les données suivantes :

	Taux d'actualisation	Variation du flux normatif		Taux de croissance à l'infini	
	H1 / H2 ^a	H1 ^a	H2 ^a	H1 ^a	H2 ^a
TF1	8,1%	(9) %	(17) %	0,8 %	0,3 %

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

3.2 Coentreprises et entités associées

La quote-part de résultat dans les coentreprises et entités associées est détaillée par métier en note 11 de l'annexe.

	Valeur nette
31/12/2019	1 556
Quote-part de résultat net de la période	77
Écarts de conversion	(35)
Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	9
Résultat net et produits et charges nets comptabilisés	51
Autres mouvements (dividendes, changements de périmètres, virements de rubriques et autres mouvements)	230
30/06/2020	1 837

La valeur des coentreprises et entités associées augmente de 281 millions d'euros. Les autres mouvements correspondent principalement à la valorisation de la SDAIF chez Bouygues Telecom (note 1.1 de l'annexe).

La quote-part de résultat d'Alstom dans les comptes du premier semestre 2020 de Bouygues a été calculée sur la base de la publication par Alstom le 12 mai 2020 de ses résultats annuels de l'exercice 2019/2020. Du fait du décalage des dates de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre), la quote-part de résultat au titre du premier semestre d'Alstom pour l'exercice 2019/2020 avait été comptabilisée dans les comptes de Bouygues au 30 septembre 2019.

La contribution d'Alstom au résultat net du premier semestre 2020 s'élève à 35 millions d'euros contre 33 millions d'euros au premier semestre 2019.

La valeur d'Alstom au bilan au 30 juin 2020 dans les comptes de Bouygues s'élève à 998 millions d'euros. Elle s'élevait à 974 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Au 30 juin 2020, malgré la baisse des cours de bourse liée à la Covid-19, le cours d'Alstom de 41,41 euros reste supérieur de 37% à la valeur comptable consolidée de 30,29 euros, confirmant l'absence de dépréciation à

comptabiliser. Cette conclusion est confortée par le consensus en date du 25 août 2020 d'un objectif de cours médian à trois mois d'Alstom de 48,19 euros.

NOTE 4 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Capital de Bouygues SA

Au 30 juin 2020, le capital social de Bouygues SA est constitué de 379 942 244 actions d'une valeur nominale d'un euro, dont l'évolution sur le 1^{er} semestre 2020 a été la suivante :

	31/12/2019	Flux 2020		30/06/2020
		Augmentation	Réduction	
Actions	379 828 120	114 124 ^a		379 942 244
NOMBRE DE TITRES	379 828 120	114 124		379 942 244
Nominal	1 €			1 €
CAPITAL EN EUROS	379 828 120	114 124		379 942 244

(a) L'augmentation de 114 124 actions a été réalisée par exercice d'options de souscription.

Le solde de l'augmentation de capital de 150 millions d'euros réalisée dans le cadre de Bouygues Confiance n°11 en décembre 2019 a été encaissé en janvier 2020 pour 15 millions d'euros.

NOTE 5 PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

5.1 Provisions non courantes

	Avantages du personnel ^a	Litiges, contentieux, réclamations, travaux ^b	Garanties données ^c	Autres provisions non courantes ^d	Total
31/12/2019	940	252	391	584	2 167
Écarts de conversion	(3)	(2)	(3)	(1)	(9)
Changements de périmètre					
Dotations	44	15	19	41	119
Reprises de provisions (utilisées ou non)	(42)	(18)	(28)	(24)	(112) ^e
Gains et pertes actuariels	36 ^f				36
Virements de rubriques et autres mouvements		1	2	(8)	(5)
30/06/2020	975	248	381	592	2 196
(a) Avantages du personnel	975	dont principaux métiers concernés :			
Indemnités de fin de carrière (IFC)	579	Bouygues Construction			360
Médailles du travail	136	Colas			432
Pensions	260	TF1			50
		Bouygues Telecom			91
(b) Litiges, contentieux, réclamations, travaux	248	Bouygues Construction			83
Provisions sur litiges clients	85	Bouygues Immobilier			18
Réclamations sous-traitants	43	Colas			86
Autres litiges de personnel et divers	120	Bouygues Telecom			55
(c) Garanties données	381	Bouygues Construction			300
Provisions garanties décennales	257	Bouygues Immobilier			22
Provisions garanties complémentaires bâtiment génie civil/travaux publics	124	Colas			58
(d) Autres provisions non courantes	592	Bouygues Construction			117
Provisions risques divers étranger	44	Colas			317
Provisions risques sociétés non contrôlées	83	Bouygues Telecom			123
Démantèlement et remise en état des sites	303				
Provisions contrôle organismes sociaux	109				
Autres provisions non courantes	53				
(e) dont reprises de provisions non utilisées sur le premier semestre 2020	26				
(f) cf. note 12 de l'annexe					

5.2 Provisions courantes

Provisions liées au cycle d'exploitation	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers ^a	Provisions pour pertes à terminaison chantiers ^a	Autres provisions courantes ^b	Total
31/12/2019	38	394	404	300	1 136
Écarts de conversion	(1)	(3)	(4)	(1)	(9)
Changements de périmètre					
Dotations	1	41	193	89	324
Reprises de provisions (utilisées ou non)	(3)	(102)	(164)	(83)	(352) ^c
Virements de rubriques et autres mouvements	(1)	(3)		(1)	(5)
30/06/2020	34	327	429	304	1 094

(a) Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel

L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci.

(b) Autres provisions courantes :	304	dont principaux métiers concernés :	
Provisions pour réassurance	8	Bouygues Construction	122
Provisions pour restructuration	54	Bouygues Immobilier	21
Provisions pour remise en état des sites (courant)	12	Colas	125
Provisions courantes diverses	230	TF1	15

(c) dont reprises de provisions non utilisées sur le premier semestre 2020 pour 75 millions d'euros

NOTE 6 DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

6.1 Répartition des emprunts

	Dettes financières courantes		Dettes financières non courantes	
	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires	1 095	1 095	3 817	2 824
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	840	137	2 373	1 271
Emprunts et dettes financières divers	71	63	156	141
TOTAL DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES	2 006	1 295	6 346	4 236

Les dettes financières non courantes augmentent de 2 110 millions d'euros principalement chez Bouygues SA par émission d'un emprunt obligataire pour 1 000 millions d'euros et par tirage de lignes de crédit pour 873 millions d'euros et chez Colas pour 151 millions d'euros.

Les dettes financières courantes augmentent de 711 millions d'euros principalement chez Bouygues SA par tirage de lignes de crédit pour 130 millions d'euros et par émission de Negotiable European Commercial Paper (Billets de Trésorerie) pour 510 millions d'euros.

6.2 Covenants et trigger events

Les emprunts obligataires, à l'exception de celui à échéance 2020, comportent une clause de *change of control* (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues SA ne comportent ni *covenant* financier ni *trigger event*. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA, à l'exception du financement de Colas au Canada (299 millions d'euros) qui comporte temporairement un *covenant* de levier en dette sur EBITDA, tels que définis au contrat.

6.3 Lignes de crédit confirmées et utilisées

Au 31 décembre 2019, le montant des lignes confirmées s'élevait à 13 781 millions d'euros, dont 5 531 millions d'euros concernaient des lignes utilisées. Au cours du premier semestre 2020, Bouygues a tiré des lignes de crédit pour un montant de 1 003 millions d'euros et a émis des Negotiable European Commercial Paper (Billets de Trésorerie) pour 510 millions d'euros. Ainsi au 30 juin 2020, le tableau des lignes de crédit confirmées et utilisées se détaille comme suit :

Description	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	D'un an à cinq ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	D'un an à cinq ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires (Bouygues SA pour l'essentiel)	1 095	1 496	2 321	4 912	1 095	1 496	2 321	4 912
Autres emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	544	8 624	713	9 881	840	2 305	68	3 213 ^b
Emprunts et dettes financières divers	71	137	19	227	71	137	19	227
TOTAL DES LIGNES DE CREDIT^a	1 710	10 257	3 053	15 020	2 006	3 938	2 408	8 352

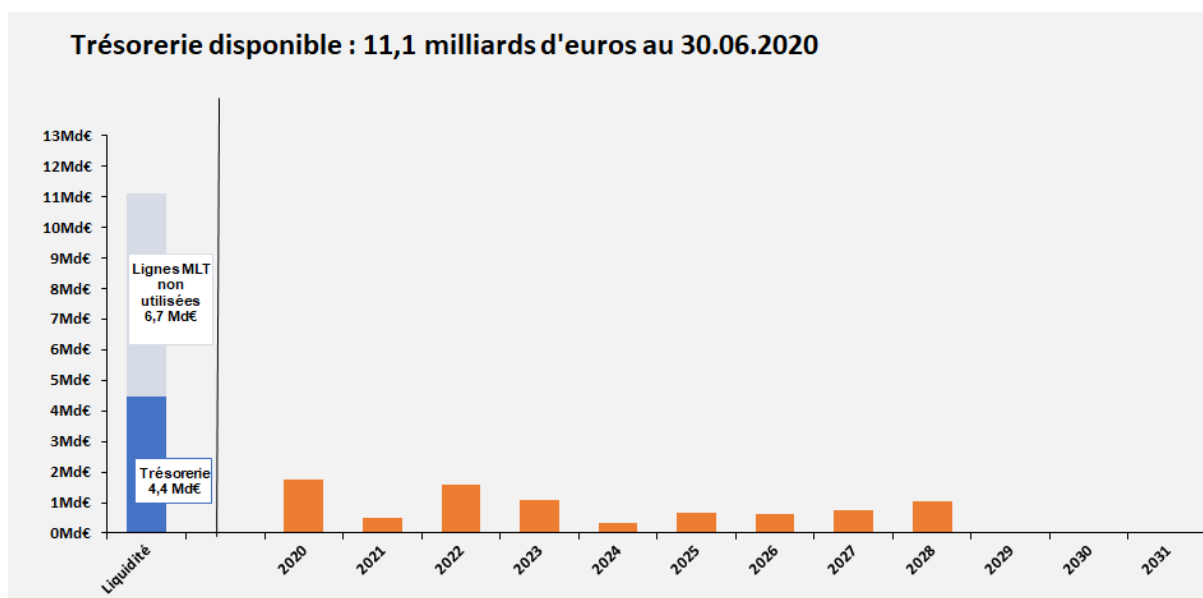
(a) lignes de crédit confirmées et non utilisées : 6 668 millions d'euros

(b) y compris Negotiable European Commercial Paper (Billets de trésorerie) : 510 millions d'euros

6.4 Liquidités au 30 juin 2020

Au 30 juin 2020, la trésorerie disponible s'élève à 4 447 millions d'euros (y compris un impact négatif de 1 million d'euros d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net) auxquels s'ajoute un montant de 6 668 millions d'euros de lignes de crédit confirmées et non utilisées.

Echéancier de la dette à fin juin 2020



NOTE 7 VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	31/12/2019	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Flux de trésorerie	Variations des justes valeurs	Autres mouvements	30/06/2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 574	(26)	12	1 102		14	4 676
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(220)	(1)	(8)	15		(14)	(228)
TRESORERIE NETTE (A)	3 354	(27)^a	4^a	1 117^a			4 448
Dettes financières non courantes	4 236	(16)		2 120 ^b	(5)	11	6 346
Dettes financières courantes	1 295	(3)		704 ^b		10	2 006
Instruments financiers nets	45			1 ^b	(45)		1
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT (B)	5 576	(19)		2 825	(50)	21	8 353
ENDETTEMENT FINANCIER NET (A) - (B)	(2 222)	(8)	4	(1 708)	50^c	(21)	(3 905)

(a) hausse de la trésorerie nette sur le premier semestre 2020 de 1 094 millions d'euros analysée dans l'état des flux de trésorerie

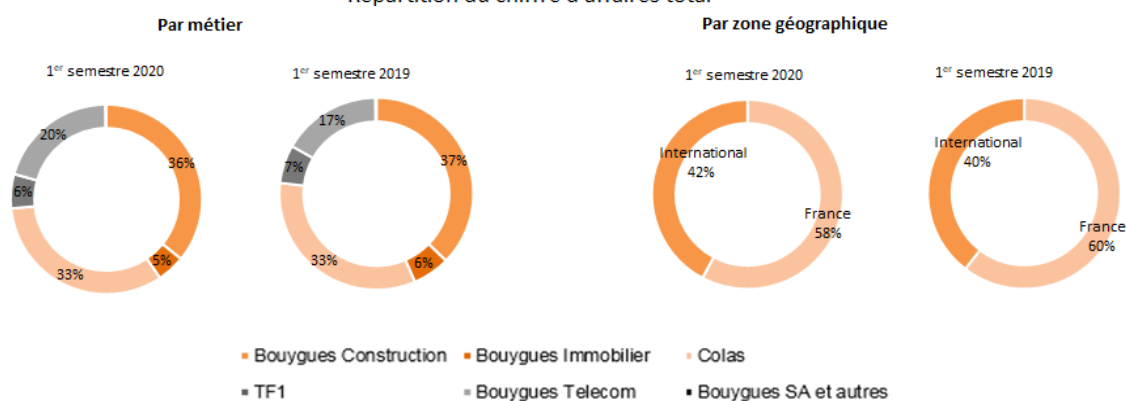
(b) flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement sur le premier semestre 2020 de 2 825 millions d'euros analysés dans l'état des flux de trésorerie se décomposant en augmentation de 3 279 millions d'euros et en diminution de 454 millions d'euros

(c) variation essentiellement liée au dénouement du swap de couverture de l'emprunt obligataire d'avril 2020 (note 1.1 de l'annexe) dont le paiement figure en flux de trésorerie en « Autres flux liés aux opérations de financement »

NOTE 8 CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MÉTIER

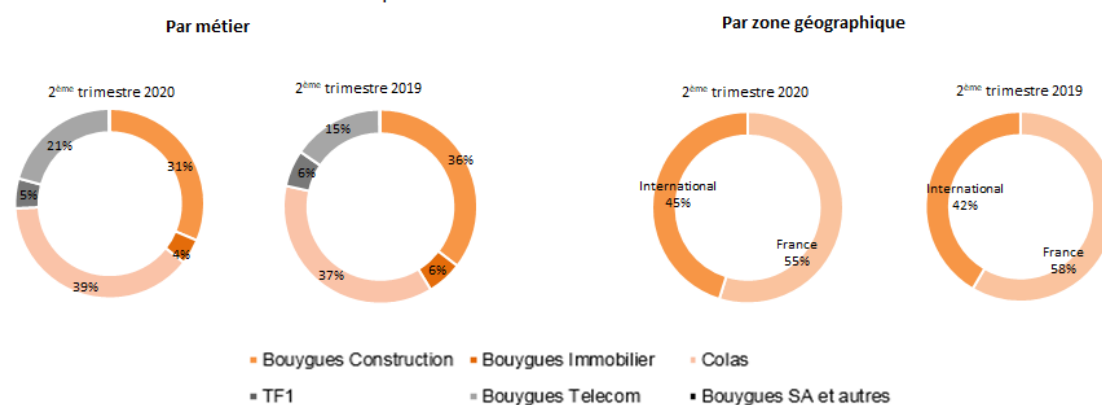
	1 ^{er} semestre 2020				1 ^{er} semestre 2019			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
Bouygues Construction	1 847	3 439	5 286	36	2 531	3 974	6 505	37
Bouygues Immobilier	646	55	701	5	1 015	71	1 086	6
Colas	2 223	2 632	4 855	33	3 045	2 762	5 807	33
TF1	779	83	862	6	1 053	70	1 123	7
Bouygues Telecom	3 032	0	3 032	20	2 901	0	2 901	17
Bouygues SA et autres	6	16	22		8	16	24	
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	8 533	6 225	14 758	100	10 553	6 893	17 446	100

Répartition du chiffre d'affaires total



	2 ^{ème} trimestre 2020				2 ^{ème} trimestre 2019			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
Bouygues Construction	735	1 628	2 363	31	1 320	2 052	3 372	36
Bouygues Immobilier	302	26	328	4	532	27	559	6
Colas	1 205	1 698	2 903	39	1 704	1 829	3 533	37
TF1	341	43	384	5	540	39	579	6
Bouygues Telecom	1 550	0	1 550	21	1 456	0	1 456	15
Bouygues SA et autres	1	10	11		6	8	14	
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	4 134	3 405	7 539	100	5 558	3 955	9 513	100

Répartition du chiffre d'affaires total



NOTE 9 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

	1 ^{er} semestre		2 ^{ème} trimestre	
	2020	2019	2020	2019
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(132)	453	110	511
Autres produits opérationnels	7	54	4	37
Autres charges opérationnelles	(51)	(12)	(50)	(10)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(176)	495	64	538

La répartition par métier du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel est présentée en note 11 de l'annexe.

L'estimation des impacts de la crise de la Covid-19 sur le résultat opérationnel courant est détaillée en note 1.1 de l'annexe.

Les autres produits et charges opérationnels concernent principalement :

1^{er} semestre 2020

Au premier semestre 2020, les autres charges opérationnelles nettes concernent Bouygues Telecom et Colas. Les charges nettes de 44 millions d'euros se composent de :

- 6 millions d'euros de plus-value de cession d'actifs (sites et pylônes à Cellnex), 1 million d'euros d'autres produits opérationnels partiellement compensés par 6 millions d'euros de coûts de mise en œuvre du partage de réseau,
- 45 millions d'euros de provisions enregistrées pour couvrir les coûts additionnels de démantèlement de la raffinerie de Dunkerque ainsi que les conséquences de la réorganisation des activités routières de Colas en France.

1^{er} semestre 2019

Au premier semestre 2019, les autres produits opérationnels nets concernaient Bouygues Telecom et Bouygues Construction. Les produits nets de 42 millions d'euros se composaient de :

- 47 millions d'euros de plus-value de cession d'actifs (sites et pylônes à Cellnex), 7 millions d'euros d'autres produits opérationnels, partiellement compensés par 4 millions d'euros de coûts de mise en œuvre du partage de réseau chez Bouygues Telecom,
- 8 millions d'euros de charges de restructuration chez Bouygues Construction.

NOTE 10 IMPÔT

Le produit d'impôt s'élève à 12 millions d'euros au premier semestre 2020.

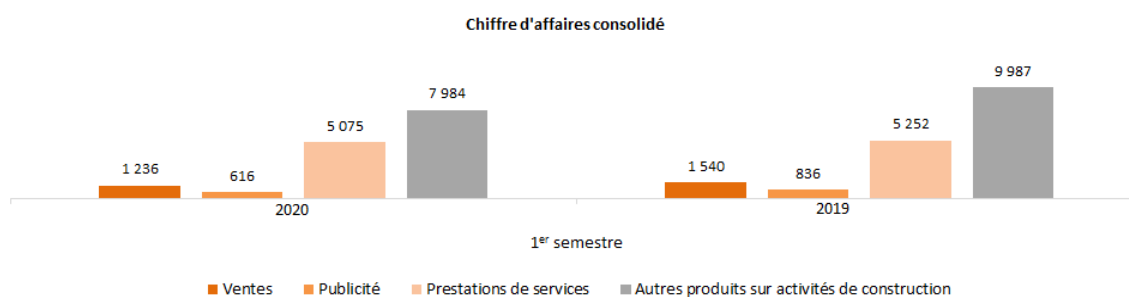
	1 ^{er} semestre		2 ^{ème} trimestre	
	2020	2019	2020	2019
PRODUIT / (CHARGE) D'IMPÔT	12	(132)	(73)	(157)

Le taux effectif d'impôt est de 4% au premier semestre 2020, contre 36% au premier semestre 2019. La baisse du taux effectif s'explique principalement par des déficits à l'étranger n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'impôts différés actif ainsi que par le fait que les impôts différés au titre des pertes comptabilisées au premier semestre 2020 par les filiales intégrées fiscalement en France par Bouygues SA ont été reconnus à un taux de 25,83% (contre 32,02% applicable en 2020) dans la mesure où ces pertes ne seront consommées qu'à partir de 2023.

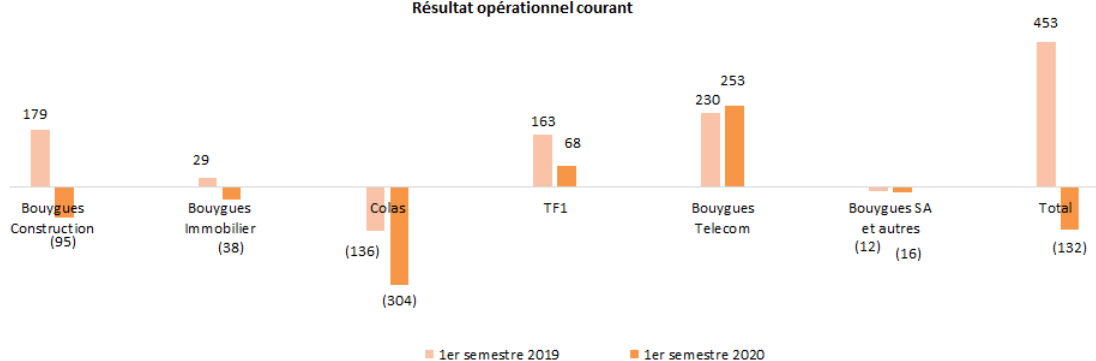
NOTE 11 INFORMATION SECTORIELLE

Les contributions par métier aux principaux agrégats du Groupe sont les suivantes :

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT 1^{er} SEMESTRE 2020							
Ventes	38		868	33	297		1 236
Publicité				616			616
Prestations de services	1 819	19	164	235	2 745	93	5 075
Autres produits sur activités de construction	3 464	682	3 838				7 984
Chiffres d'affaires total	5 321	701	4 870	884	3 042	93	14 911
Chiffre d'affaires inter-activités	(35)		(15)	(22)	(10)	(71)	(153)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	5 286	701	4 855	862	3 032	22	14 758
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(95)	(38)	(304)	68	253	(16)	(132)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(95)	(38)	(349)	68	254	(16)	(176)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	39		4	(1)		35	77
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(66)	(33)	(285)	17	142	(19)	(244)
COMPTE DE RÉSULTAT 1^{er} SEMESTRE 2019							
Ventes	53		1 078	58	351		1 540
Publicité				836			836
Prestations de services	2 117	29	195	251	2 562	98	5 252
Autres produits sur activités de construction	4 369	1 057	4 561				9 987
Chiffres d'affaires total	6 539	1 086	5 834	1 145	2 913	98	17 615
Chiffre d'affaires inter-activités	(34)		(27)	(22)	(12)	(74)	(169)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	6 505	1 086	5 807	1 123	2 901	24	17 446
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	179	29	(136)	163	230	(12)	453
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	171	29	(136)	163	280	(12)	495
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	4	(2)	25			32	59
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	121	13	(99)	47	150	(7)	225

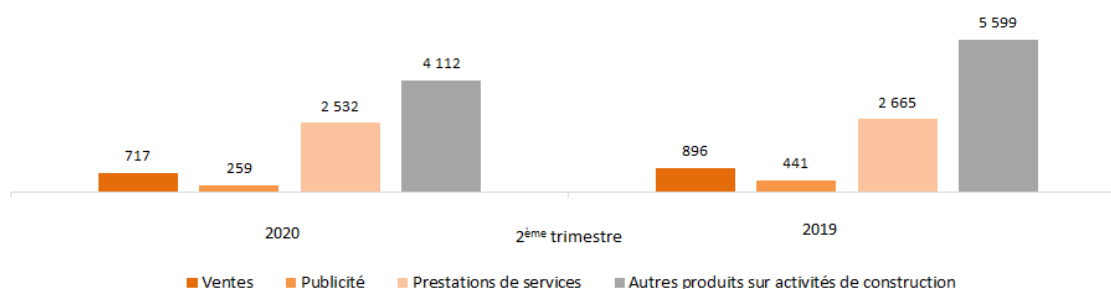


Résultat opérationnel courant

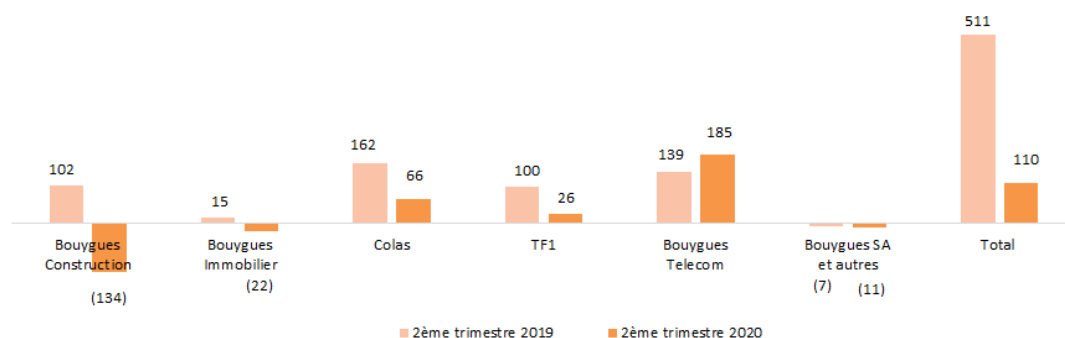


	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT 2^{ème} TRIMESTRE 2020							
Ventes	16		541	16	144		717
Publicité				259			259
Prestations de services	872	7	81	115	1 411	46	2 532
Autres produits sur activités de construction	1 502	321	2 289				4 112
Chiffres d'affaires total	2 390	328	2 911	390	1 555	46	7 620
Chiffre d'affaires inter-activités	(27)		(8)	(6)	(5)	(35)	(81)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	2 363	328	2 903	384	1 550	11	7 539
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(134)	(22)	66	26	185	(11)	110
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(134)	(22)	21	26	184	(11)	64
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	39	1	13			(1)	52
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(88)	(18)	5	6	106	(51)	(40)
COMPTE DE RÉSULTAT 2^{ème} TRIMESTRE 2019							
Ventes	26		680	21	169		896
Publicité				441			441
Prestations de services	1 078	18	96	129	1 293	51	2 665
Autres produits sur activités de construction	2 287	541	2 771				5 599
Chiffres d'affaires total	3 391	559	3 547	591	1 462	51	9 601
Chiffre d'affaires inter-activités	(19)		(14)	(12)	(6)	(37)	(88)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	3 372	559	3 533	579	1 456	14	9 513
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	102	15	162	100	139	(7)	511
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	94	15	162	100	174	(7)	538
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	6		17			(1)	22
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	66	7	120	29	97	(35)	284

Chiffre d'affaires consolidé



Résultat opérationnel courant

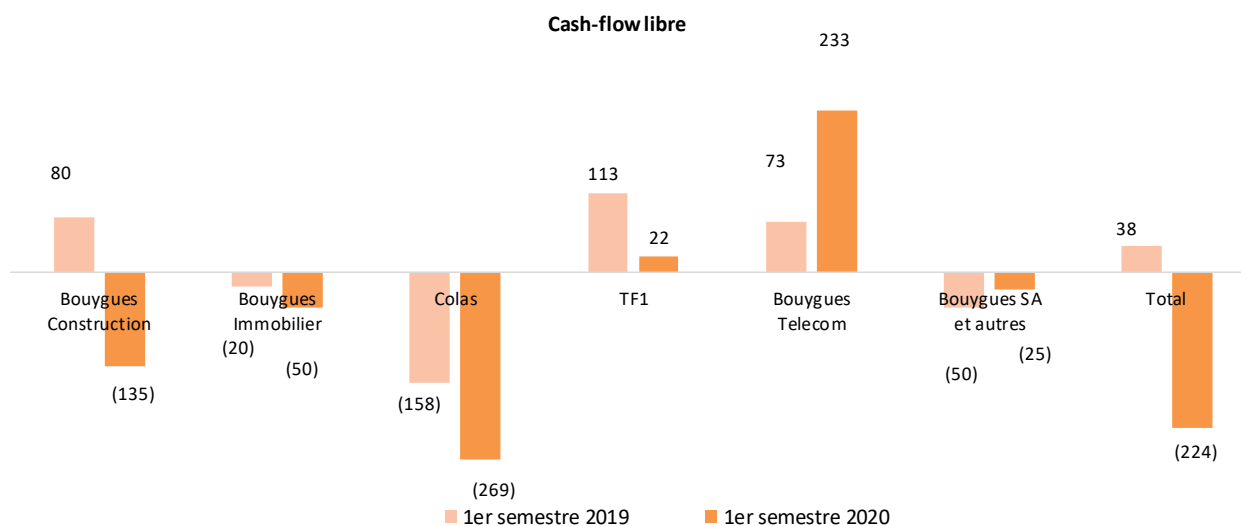


	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Résultat opérationnel courant	(95)	(38)	(304)	68	253	(16)	(132)
* Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5)	(1)	(7)	(2)	(11)	1	(25)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations							
* Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	99	5	186	111	446	4	851
* Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	40	4	17	(11)	30	(4)	76
Retraitement des autres produits d'exploitation							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(101)	(7)	(25)	(6)	(7)	(1)	(147)
EBITDA APRÈS LOYER 1^{er} SEMESTRE 2020	(62)	(37)	(133)	160	711	(16)	623
Résultat opérationnel courant	179	29	(136)	163	230	(12)	453
* Charges d'intérêts sur obligations locatives	(6)	(1)	(8)	(2)	(13)	1	(29)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations							
* Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	86	5	195	105	417	4	812
* Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	69	(8)	19		22	(4)	98
Retraitement des autres produits d'exploitation							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(61)	(9)	(41)	(2)	(3)		(116)
EBITDA APRÈS LOYER 1^{er} SEMESTRE 2019	267	16	29	264	653	(11)	1 218

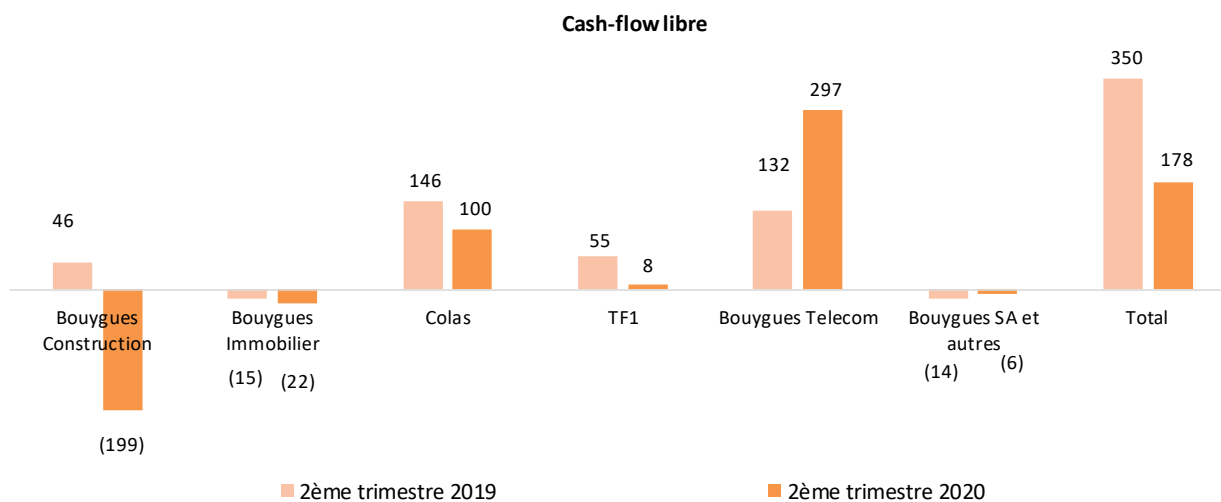
	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Résultat opérationnel courant	(134)	(22)	66	26	185	(11)	110
* Charges d'intérêts sur obligations locatives	(3)	(1)	(3)	(1)	(5)	2	(11)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations							
* Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	51	3	116	55	222	1	448
* Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	49	11	12	(4)	10	3	81
Retraitement des autres produits d'exploitation							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(62)	(2)	(10)	(4)		(1)	(79)
EBITDA APRÈS LOYER 2^{ème} TRIMESTRE 2020	(99)	(11)	181	72	412	(6)	549
Résultat opérationnel courant	102	15	162	100	139	(7)	511
* Charges d'intérêts sur obligations locatives	(3)	(1)	(5)	(1)	(6)	2	(14)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations							
* Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	43	3	125	50	212	2	435
* Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	55	7	19		10	(2)	89
Retraitement des autres produits d'exploitation							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(35)	(2)	(28)	(1)	(2)		(68)
EBITDA APRÈS LOYER 2^{ème} TRIMESTRE 2019	162	22	273	148	353	(5)	953

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Indicateurs financiers bilan 30 juin 2020							
ENDETTEMENT FINANCIER NET/ EXCÉDENT FINANCIER NET	2 599	(548)	(1 065)	(22)	(1 659)	(3 210)	(3 905)
Indicateurs financiers bilan 31 décembre 2019							
ENDETTEMENT FINANCIER NET/ EXCÉDENT FINANCIER NET	3 113	(279)	(367)	(127)	(1 454)	(3 108)	(2 222)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Autres indicateurs financiers 1^{er} semestre 2020							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	(45)	(44)	(150)	139	695	(22)	573
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(37)	(2)	(72)	(107)	(387)	(2)	(607)
Remboursement des obligations locatives (III)	(53)	(4)	(47)	(10)	(75)	(1)	(190)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	(135)	(50)	(269)	22	233	(25)	(224)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	(405)	(217)	(334)	105	(104)	(82)	(1 037)
Autres indicateurs financiers 1^{er} semestre 2019							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	232	(10)	(20)	236	591	(48)	981
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(106)	(6)	(97)	(114)	(454)	(1)	(778)
Remboursement des obligations locatives (III)	(46)	(4)	(41)	(9)	(64)	(1)	(165)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	80	(20)	(158)	113	73	(50)	38
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	(594)	(145)	(595)	10	(199)	(106)	(1 629)



	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Autres indicateurs financiers 2^{ème} trimestre 2020							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	(148)	(20)	161	57	380	(2)	428
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(23)		(37)	(44)	(43)	(3)	(150)
Remboursement des obligations locatives (III)	(28)	(2)	(24)	(5)	(40)	(1)	(100)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	(199)	(22)	100	8	297	(6)	178
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	149	(119)	(194)	14	48	(65)	(167)
Autres indicateurs financiers 2^{ème} trimestre 2019							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	119	(9)	237	128	313	(14)	774
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(49)	(4)	(70)	(69)	(151)	1	(342)
Remboursement des obligations locatives (III)	(24)	(2)	(21)	(4)	(30)	(1)	(82)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	46	(15)	146	55	132	(14)	350
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	13	(69)	(412)	(26)	(108)	(90)	(692)



NOTE 12 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

12.1 Provisions pour indemnités de fin de carrière et pensions

	Indemnités de fin de carrière	Pensions	Total
31/12/2019	595	210	805
Charge totale reconnue	28	11	39
Reprises utilisées (prestations servies et cotisations versées)	(18)	(18)	(36)
Écarts de conversion		(4)	(4)
Changement de périmètre			
Écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	(25)	61	36
Virement de rubriques et autres mouvements	(1)		(1)
30/06/2020	579	260	839

La hausse des avantages du personnel liée aux écarts actuariels est de 32 millions d'euros. Cette charge nette enregistrée dans l'état des produits et charges comptabilisées comprend un produit lié à la hausse des actifs nets de régime pour 4 millions d'euros et une charge au titre des provisions pour avantages du personnel pour 36 millions d'euros, qui se décompose comme suit :

- En France, le taux d'actualisation retenu pour calculer les indemnités de fin de carrière est passé de 0,92% au 31 décembre 2019 à 1,29% au 30 juin 2020, ce qui a entraîné une baisse de la provision de 25 millions d'euros.
- À l'international, la variation des taux d'actualisation et la baisse des actifs de régime ont entraîné une augmentation de 61 millions d'euros des provisions.

12.2 Analyse de la sensibilité

Une hausse complémentaire de 50 points de base du taux d'actualisation en France se traduirait par une diminution de la provision pour indemnités de fin de carrière de 36 millions d'euros.

Une hausse complémentaire des taux à l'International de 20 points de base se traduirait par une diminution de la provision pour pensions de 33 millions d'euros.

Ces impacts seraient également appréhendés dans l'état des charges et produits comptabilisés.

NOTE 13 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2019, à l'exception des engagements du premier semestre 2020 détaillés en note 1.1 de l'annexe qui portent sur :

- la conservation des titres Alstom au plus tard jusqu'au 31 octobre 2020,
- les options d'achat de titres sur les trois sociétés créées par Bouygues Telecom avec Cellnex, Phoenix Tower International et Vauban Infrastructures Partners,
- l'engagement de Bouygues Telecom de se fournir pendant trente ans auprès de la SDAIF pour les prises FTTH en zones moyennement denses Orange à un tarif fixé à l'avance.

NOTE 14 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Transactions	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	1 ^{er} semestre 2020	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2020	1 ^{er} semestre 2019	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019
Parties liées en amont	3	3						
Activités conjointes	20	112	71	130	307	304	353	344
Coentreprises et entités associées	194	33	262	89	459	178	68	70
Autres parties liées	24	27	33	61	72	79	38	42
Total	241	175	366	280	838	561	459	456
. Échéances								
moins d'un an					783	495	459	453
de 1 à 5 ans						39		3
plus de 5 ans					55	27		
. Dont dépréciations pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel)								
					56	65		

Identité des parties liées :

- parties liées en amont : Le groupe Bouygues est consolidé dans les comptes de SCDM (société contrôlée par Martin et Olivier Bouygues) qui réalise des prestations de conseil en stratégie de développement, d'études et analyses portant principalement sur les évolutions stratégiques et le développement du groupe Bouygues, investissements et désinvestissements majeurs, plans pluriannuels.
- activités conjointes : les transactions concernent principalement des comptes courants avec des sociétés en participation de travaux.
- coentreprises et entités associées : les transactions concernent principalement des comptes courants avec des sociétés concessionnaires, des sociétés de carrières et Alstom.
La variation des charges, produits et créances par rapport au 31 décembre 2019 s'explique principalement par la cession d'actifs à la société SDAIF (Bouygues Telecom) détaillée en note 1.1 de l'annexe. Le produit de cession a été encaissé au troisième trimestre 2020.
- autres parties liées : les transactions concernent principalement des comptes courants avec des sociétés non consolidées détenues par le Groupe.